**Congrès AFSP 2015**

**Section Thématique 21**

**Adoption, organisation et diffusion des primaires ouvertes.**

**Une approche comparée**

**Nom :** CANELAS RAPAZ

**Prénom :** Paulo José

**Institution de rattachement :** Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa

**Adresse mail : canelasrapaz@gmail.com**

***Les primaires « ouvertes » du Partido Socialista : une manœuvre politique sans lendemain ou une novation durable dans le système politique portugais ?***

Le titre de cette communication offre une alternative aux branches diamétralement opposées, voire extrêmes. Ce manque de gradation tient au véritable surgissement que, le 31 mai 2014, a constitué l’annonce de la tenue de primaires « ouvertes » aux militants et sympathisants du Parti Socialiste portugais pour désigner le « candidat au poste de Premier Ministre ».

A son tour, ce surgissement correspond aux multiples innovations qu’a constituées cette annonce par António José Seguro, Secrétaire Général du Parti Socialiste. En premier lieu, il s’agit d’une innovation au sein du Parti Socialiste lui-même : si ce parti est, au Portugal – comme en France, Italie ou Grèce –, le premier à mettre en place une telle procédure, il ne l’incluait pas dans ses statuts. Les élections primaires s’étant tenues le 28 septembre, il a rapidement fallu les organiser. La seconde, plus importante, trouve sa source dans ce qu’elles ont désigné, le « candidat au poste de Premier-Ministre ».

En effet, lors de l’annonce, au cours d’un conseil national du parti, António José Seguro, à la fois instigateur et immédiatement candidat déclaré, a découplé le « candidat au poste de Premier-Ministre » du leadership statutaire du parti : même battu aux futures élections primaires, il demeurerait Secrétaire Général. Quand bien même il soit rapidement revenu sur ses propos et agi conformément le soir de sa défaite, quand bien même le vainqueur des primaires – António Costa – soit depuis devenu le Secrétaire Général du PS, ce découplage est particulièrement propice aux réflexions sur les relations qu’entretiennent démocratie inter et intra partisane.

Ensuite, le « candidat au poste de Premier-Ministre » est pareillement une nouveauté au sein des institutions politiques portugaises. En effet, le Premier Ministre n’est constitutionnellement pas élu et, depuis la fin de la transition démocratique portugaise, était nommé à ce poste le leader du parti disposant de la majorité au Parlement (à la suite ou non d’élections législatives)[[1]](#footnote-1). Mieux, le système électoral déterminant cette majorité est fort peu propice à l’individuation du choix électoral, non seulement il s’agit d’un scrutin de liste fermée mais surtout il est sous le monopole des partis politiques, seuls habilités à proposer des listes. Enfin, la loi fondamentale portugaise réserve l’élection individuelle à l’échéance présidentielle. Cette légitimité particulière du Chef de l’Etat portugais ne peut qu’être concurrencée par l’individuation formelle que constitue le choix d’un « candidat au poste de Premier-Ministre ».

Reste que ce surgissement pourrait être nuancé. Il s’inscrit parfaitement dans une évolution des scènes politiques vers une plus grande personnalisation[[2]](#footnote-2) du choix électoral et « présidentialisation » des titulaires de fonctions gouvernementales/exécutives [Poguntke, Webb, 2004], y compris au Portugal, « malgré » le dispositif constitutionnel et les significations qui s’y rattachent. Parallèlement, il ferait participer le Portugal à l’évolution concomitante de la forme partisane, non moins problématique [Ignazi, 2004], qui, conjuguée à la première, inciterait à l’implantation de telles procédures [Katz, Mair, 1995 ; Katz, 2001]. De plus, par la mise en place des primaires « ouvertes » par le Parti Socialiste portugais, fussent-elles pour désigner un « candidat au poste de Premier-Ministre » et non un Secrétaire Général, ce parti maintient sa pratique d’innovation en termes de procédure toujours plus individuée pour choisir son leader. En effet, il avait été le premier à établir en son sein l’élection directe de son leader par l’ensemble des adhérents au milieu des années 90. Le principal de parti de centre droit, le Parti Social-Démocrate, n’adoptera cette procédure qu’une décennie plus tard[[3]](#footnote-3). Il est en est allé de même pour le Centre Démocratique et Social/Parti Populaire, de bien moindre dimension et situé plus à droite, et ce, de façon intermittente. Enfin, cette différenciation en fonction des cadrans de l’éventail politique n’est pas inédite en Europe, notamment au regard de la pratique française et italienne.

En dépit de ces éléments qui peuvent minorer le caractère novateur des primaires « ouvertes » socialistes, le contraste proposé par le titre tient également aux difficultés d’analyse, méthodologiques, de cette procédure dans sa nouveauté lusitaine. En effet, le cadre politique des rapports de force, au sein du Parti Socialiste comme en son dehors, rend difficile l’analyse de l’adoption des primaires ouvertes par le parti et surtout par Antonio José Seguro, selon une perspective rationaliste, particulièrement dominante dans l’étude des changements statutaires relatifs au choix des leaderships partisans. Ensuite, à l’examen du règlement des élections primaires au Portugal, le comparatisme – vis-à-vis de la France et de l’Italie – rend particulièrement saillantes certaines des spécificités règlementaires des primaires : celles-ci impliquent de s’interroger sur leur(s) potentielle(s) origine(s) et de voir si elles ont eu une incidence sur la structuration du vote, sachant que ces spécificités tiennent surtout à la détermination de l’univers des votants, le « sélectorat ». Enfin, les prochaines élections législatives qui auront lieu en septembre/octobre prochain ne pourront ne pas avoir de conséquences sur le destin des primaires « ouvertes » au Portugal. Des résultats de ces élections dépendront l’éventuelle postérité de cette nouvelle procédure pour choisir un leader au sein du Parti Socialiste et/ou des autres partis, notamment le plus important, le Parti Social-Démocrate. Ils affermiront ou infirmeront, du moins partiellement, le caractère novateur et soutenable de ces primaires et de ses conséquences sur l’économie générale du système politique portugais.

La communication ainsi construite, c’est-à-dire autour de ses difficultés d’analyse et donc en absence d’une perspective méthodologique unitaire/unificatrice, a le probable démérite de sa « descriptivité ». Néanmoins, l’examen des différents enjeux que soulèvent les primaires ouvertes du Parti Socialiste portugais, ainsi plus juxtaposés que hiérarchisés, permet à la communication de nuancer la dichotomie affichée par son titre.

***Historique de la démocratie interne du Parti Socialiste***

Jusqu’à mai 2014[[4]](#footnote-4), le leader du Parti Socialiste était élu par les militants du parti et ce depuis 1996. Cette décision a été prise alors qu’António Guterres était Secrétaire Général du parti et Premier Ministre du pays. L’adoption de primaires « fermées » s’est faitedans un contexte où le parti en tant qu’organisation se trouvait en position subalterne vis-à-vis du parti au parlement et dans le gouvernement. Par ailleurs, António Guterres voulait amener à lui des soutiens de l’ancien Secrétaire Général, entre-temps devenu Président de la République, Jorge Sampaio. Ce dernier avait prôné l’adoption de cette procédure, dès 1992, avec le slogan « directas, já !»,  « des directes, tout de suite !» [Lisi, 2009]; comprendre : le Secrétaire Général doit être élu par l’ensemble des militants par un vote direct et non par un mécanisme de vote par délégation lors du congrès. Outre les rapports de force internes entre les différentes factions, l’adoption des « directes » – l’expression de « primaires fermées » n’a pas été utilisée – visait aussi à la remobilisation du parti et à son « ouverture » afin de fortifier ses ressources politiques : bien que parti soit revenu au pouvoir après douze années d’opposition, il ne disposait que d’une majorité relative au Parlement et donc d’un gouvernement minoritaire. Peut alors se comprendre aussi la création du « sympathisant », en 2003, qui pouvait depuis lors participer, notamment à l’instigation des instances nationales ou locales du parti, à des réflexions internes, mais sans droit de vote : moyen de revitaliser le parti et reconnaissance de l’épuisement des formes traditionnelles de militantisme [Lisi, 2009].

Le Parti Socialiste a été le premier à établir l’élection directe de son leader par l’ensemble de ses militants. Le plus grand parti de droite, le Parti Social-Démocrate (PSD), n’a adopté cette procédure pour l’élection de son leader qu’en 2006. Ici, il faut ajouter que contrairement au Parti Socialiste où l’argument démocratique en faveur des « directes » s’était facilement imposé, le débat interne au PSD a vu s’affronter plus vivement « démocratie individualisé » et « démocratie militante ». De la même manière, il faut souligner que cet argument démocratique, ce « mythe » [Lisi, 2009], n’a néanmoins pas été suffisant pour voiler inconsciemment les effets d’autonomisation, organisationnelle et programmatique, du leadership du parti, pour contrer la « loi d’airain de l’oligarchie » [Scarrow, 1999]. Par ailleurs, la « démocratisation » [Bille, 2001 ; Katz, 2001 ; Rahat, Hazan, 2001], pour le Portugal et ailleurs, ne correspond pas nécessairement à une plus grande compétitivité de la démocratie interne au parti [Kenig, 2009] ; les scores d’élection des Secrétaires Généraux en sont une bonne illustration [Lisi, 2010]. Ici, il faut mentionner l’étude du l’Instituto Superior de Ciências Sociais e Politícas sur la démocratie interne et l’opinion des militants, dans laquelle, semble-t-il [Sanches, Razzuoli, 2015][[5]](#footnote-5), les militants socialistes sont les plus insatisfaits de leur rôle et poids au sein du parti, que cela soit vis-à-vis des choix des personnes et de l’orientation programmatique du parti. Ils sont par ailleurs les moins investis dans les activités internes de leur parti.

Ces jugements négatifs et ce désinvestissement militant vont néanmoins de pair avec une volonté de plus grande « démocratie interne » et un plus fort soutien à l’ouverture aux « sympathisants » pour ce qui est de l’élection de leur leader national. Ainsi, il semble exister une contradiction – non inédite [Lefebvre, 2011] – entre des militants socialistes mécontents de leur situation au sein du parti, et la dilution/abandon volontaire du pouvoir militant dans un « sélectorat » toujours plus inclusif et à un leader toujours plus autonome. Cette éventuelle erreur « radicale et persistante » [Morel, 2002] est d’autant plus saillante que c’est au sein du Parti Socialiste que les militants déclarent s’être engagés pour en retirer des bénéfices. Il est alors à douter que cet éventuel « paradoxe » soit résolu par l’instauration de primaires « ouvertes » qui ne peut donner lieu pour les militants qu’à des rétributions collectives, de nature procédurale qui plus est[[6]](#footnote-6). Enfin, cette étude d’opinion rapproche les militants socialistes des autres partis de « l’arc de Gouvernement », ceux de droite. Elle les éloigne ainsi des militants des partis en dehors de cet arc, le Parti Communiste Portugais (PCP) et du Bloc de Gauche (BE)[[7]](#footnote-7). Les élections « directes » puis les primaires « ouvertes » peut être aussi une traduction organisationnelle de la désidéologisation du Parti Socialiste[[8]](#footnote-8).

***Historique des primaires « ouvertes » dans le débat politique portugais et au sein du Parti Socialiste***

L’enjeu des primaires « ouvertes » s’inscrit dans un débat plus large au Portugal, celui de la « réforme du système politique » et plus particulièrement de la loi électorale pour le Parlement (monocaméral, Assemblée de la République). S’il y avait à expliciter un « référentiel » auquel seraient soumis ce débat et les propositions de réforme qui le scandent, ce serait la « personnalisation du choix électoral ». Après presque cinquante années de régime autoritaire, la volonté originelle de la démocratie portugaise était de fortifier les partis, en soi et contre le PCP, seul parti structuré par autant d’années de clandestinité. Depuis, cette volonté originaire s’est transformée en une partitocratie et une désaffection croissantes de la population vis-à-vis des institutions. Les forts taux d’abstention et la mauvaise opinion vis-à-vis des acteurs politiques, et au premier chef les partis politiques, en seraient les conséquences.

Dans le cadre des propositions de réforme électorale, notamment les plus abouties, outre l’ouverture des candidatures aux législatives à des « listes citoyennes » cassant le monopole partisan, la meilleure représentativité et personnalisation souhaitées passeraient par la création de circonscriptions uninominales ou le « vote préférentiel »permettant aux citoyens de déterminer des candidats élus au sein des listes déterminées par les partis. En complément, est alors proposée l’ouverture à des non-militants la détermination de la composition des listes que les partis présentent [Freire, Meirinho, Moreira, 2009]. En d’autres termes, les primaires « ouvertes » n’auraient pas à déterminer les leaders partisans mais à influer sur le parti au Parlement en transposant des éléments proposés pour la loi électorale dans les statuts des formations partisanes. Cette volonté de mimétisme explique le pourquoi de l’absence de propositions aussi anciennement formalisées relativement au leader partisan. En effet, le mode de scrutin pour l’Assemblée de la République est constitutionnellement proportionnel[[9]](#footnote-9). Le Gouvernement – le premier de ses membres – est, organe collectif, nommé par le Chef de l’Etat et n’a besoin que de la non-opposition du Parlement pour se retrouver dans la plénitude de ses fonctions. Schématiquement, malgré la progression du choix personnalisé du Premier Ministre dans les déterminants du vote pour les législatives, le chef de gouvernement n’est pas élu, n’a pas à être élu, par les citoyens. Néanmoins, il faut souligner que ces propositions relatives à l’organisation interne des partis politiques sont soumises au présupposé que la démocratie intra-partisane doit suivre les mêmes principes, s’exercer dans les conditions les plus proches, de la démocratie inter-partisane, représentative et libérale.

L’enjeu des primaires « ouvertes » pour le choix du Secrétaire Général du Parti Socialiste a véritablement émergé lors de la campagne interne pour désigner le successeur de José Sócrates, ancien Premier Ministre, leader démissionnaire, après avoir perdu les élections législatives anticipées de 2011. Voyaient s’opposer lors de ces « directes » de 2011, Francisco Assis, considéré plus proche de l’ancienne direction, et António José Seguro, opposant interne à José Sócrates. António José Seguro avait néanmoins privilégié un travail partisan de terrain en vue de lui succéder par rapport à une expression politique de niveau national. La proposition de changer les statuts du parti pour permettre l’élection du déjà « candidat au poste de Premier Ministre » par un suffrage ouvert aux sympathisants, moyennant inscription revient à Francisco Assis. En plus de l’argumentaire développé autour de la démocratisation de la vie interne du parti, Francisco Assis a fondé sa proposition sur la nécessité du parti de s’ouvrir à la « société civile » suite au passage à l’opposition et sur le départ d’un leadership particulièrement charismatique et personnalisé. Il faut noter aussi que la littérature indiquerait que Francisco Assis, en position défavorable dans cette campagne interne, était rationnellement porté à une telle proposition : modifier les statuts dans le sens proposé lui permettrait ainsi de contourner un adversaire et ses partisans qui « tenaient l’appareil », en plus de lui fournir l’argument difficilement opposable de la « démocratisation ». Face à Francisco Assis, soutenu par António Costa, maire de Lisbonne depuis 2007[[10]](#footnote-10), António José Seguro s’oppose à sa proposition au motif de ses effets délétères sur le débat politique interne, au motif qu’en lieu et place de ces primaires « ouvertes », il faudrait revivifier le « militantisme politique »[[11]](#footnote-11) afin de favoriser les adhésions au parti. Là encore dans une perspective rationaliste, les ressources dont disposait Antonio José Seguro dans le parti le poussaient à adopter une telle position.

Reste que, si ce débat oppose « démocratie participative » et « démocratie militante », l’un et l’autre des argumentaires visent le même objectif, la « rénovation » du parti suite à une défaite électorale, forte, due en grande partie à la situation économique et financière du pays. Néanmoins, contrairement au cas socialiste français [Ferrand, 2011 ; Lefebvre, 2011], ces appels à la « rénovation » ne correspondent pas à une crise de la procédure de désignation du leader du Parti Socialiste

***La décision et son contexte***

Le surgissement des primaires « ouvertes » pour désigner « candidat socialiste au poste de Premier Ministre » en 2014 tient à la contestation du leadership d’António José Seguro par António Costa. Cette crise interne n’était pas inédite ; déjà en 2013, ce dernier avait tenté de substituer le Secrétaire Général pour finalement y renoncer. Ces deux prises de pouvoir, la première avortée, la seconde finalement réussi, ont toutes deux fait suite à des scrutins électoraux, en 2013, les élections municipales, et les élections européennes en 2014.

Plus généralement, il ne faut pas oublier que le Parti Socialiste se trouve dans l’opposition depuis 2011 et jusqu’à septembre/octobre prochain. De plus, l’actuel Gouvernement, formé par le PSD et le CDS/PP, mène depuis son entrée en fonction une « politique d’austérité » pour répondre aux demandes des bailleurs internationaux[[12]](#footnote-12). Ce contexte, à priori favorable au PS notamment en vue de la reconquête du pouvoir national, n’a néanmoins pas empêché les crises internes et leur résolution par le départ d’António José Seguro après les premières primaires « ouvertes ». Il ne faut pas en conclure que les échéances électorales, municipales en 2013 et européennes en 2014, ont été des défaites pour le Parti Socialiste.

Les élections municipales de Septembre 2013, qui se sont tenues quelques mois après un Congrès du Parti Socialiste où António José Seguro avait été réélu à la tête du parti à plus de 95% des voix « directes »[[13]](#footnote-13), ont vu la victoire du parti socialiste. Celle-ci s’était traduite par une progression du nombre de mairies détenues par le parti mais cette progression n’a pas été équivalente aux pertes subies, en voix et en sièges, par les partis au pouvoir. De plus, par rapport aux élections municipales de 2009, le Parti Socialiste a régressé en pourcentage de voix au niveau national. Par contraste, António Costa pouvait se prévaloir de la rénovation de son mandat à la tête de la Mairie de Lisbonne et d’une progression en termes de voix qui lui a permis d’obtenir la majorité absolue en voix et en sièges. Cette situation personnelle, favorablement relayée par les médias et l’alternative qu’il représentait, notamment pour les plus proches de l’ancienne direction, vont aboutir après les élections européennes de 2014, à la crise et à la mise en place des primaires « ouvertes ».

En effet, les élections européennes de mai 2014 ont vu la victoire du Parti Socialiste mais son score, en progression de 5 points, n’égalait pas, à des décimales près, celui du PSD – alors dans l’opposition – lors des élections européennes de 2009[[14]](#footnote-14). Par ailleurs, par rapport à 2009, le PS n’a remporté qu’un siège supplémentaire. Mieux, le PSD a pu déguiser sa perte de voix et de sièges par rapport à 2009 : à ces dernières, il avait remporté seul les élections et la majorité des sièges, alors qu’en 2014, il a concouru en coalition avec son partenaire gouvernemental, le CDS-PP.

L’un et l’autre des résultats ont permis aux critiques internes de fortifier les arguments de « mollesse » vis-à-vis du Gouvernement; « mollesse » qui aurait été aussi idéologique, « pas assez gauche » pour constituer une alternative substantielle à la politique menée par le Gouvernement ; « mollesse », enfin, qui serait accompagnée d’un jugement – trop – négatif porté sur la direction précédente. Ces critiques internes et la situation personnelle d’António Costa ont toutes deux relayées par la presse. En appui de sondages d’opinion et d’une situation économique qui ne voyait pas porter les fruits de la politique suivie, les médias, depuis 2013, ont présenté le Maire de Lisbonne comme un leader plus à même de faire remporter les élections législatives de 2015 par le Parti Socialiste. Par ailleurs, la stratégie électorale et le positionnement adoptés par António Costa à la Mairie de Lisbonne et au sein du parti était interprétées comme plus capables d’attirer des électeurs à la gauche du Parti Socialiste, tout en menant une politique qui ne soit pas totalement adverse aux obligations internationales souscrites par le Portugal.

En d’autres termes, ce sont moins les ressources à l’intérieur du parti, encore sous la maîtrise de António José Seguro, que les ressources extérieures, au premier rang la presse, qui ont permis à Antonio Costa d’abord de tenter, en 2013, puis mener la contestation interne jusqu’à ses extrémités, en 2014, en demandant la tenue d’un congrès extraordinaire visant à remplacer la direction du Parti Socialiste, et donc son Secrétaire Général, via des élections « directes », les statutaires.

C’est dans ce contexte que, le Secrétaire Général, António José Seguro a proposé la tenue des primaires ouvertes aux sympathisants, non pas pour choisir le leadership du parti mais pour déterminer « le candidat au poste de Premier Ministre » à soutenir par le parti lors des élections législatives de 2015. Le 28 septembre, il a perdu ces élections avec 31,59% des suffrages face à António Costa qui a recueilli 67,71% des suffrages[[15]](#footnote-15).

***Mise en perspective de la décision***

Tout d’abord, il faut remarquer qu’António José Seguro reprend la position à laquelle il s’était opposé en 2011. Il est vrai qu’en 2013 et en 2014, Francisco Assis[[16]](#footnote-16) avait fortement critiqué l’opposition interne[[17]](#footnote-17) pour, avec l’aide de la presse, transformer les victoires électorales en défaites par la mise en cause intempestive de leadership du parti. Encore faut-il souligner que, face à la contestation de 2014, Francisco Assis a prôné la tenue de primaires « ouvertes » aux sympathisants mais pour élire le Secrétaire Général, contrairement à ce qu’il avait développé dans sa motion de 2011. Ainsi, le changement radical de position d’António José Seguro peut être considéré comme un moyen d’élargir l’appui interne au sein du parti[[18]](#footnote-18) alors même qu’il mettait en place un processus de décision qui retirait à ce même parti et à ses militants le monopole du pouvoir décisionnaire.

De fait, la mise en perspective de la décision d’António José Seguro, dans son contexte, la rend peu appréhendable « rationnellement »[[19]](#footnote-19). En effet, il « tenait le parti », en témoignent son score lors des « directes » de 2013 ou
 le vote de la « commission nationale » en faveur des primaires « ouvertes », sans oublier le changement de statut restreignant le « sélectorat » pour ces mêmes « directes » [Sanches, Razzuoli, 2015]. Il faut alors se demander la, les, raison(s) qui ont poussé le Secrétaire Général à choisir une procédure qu’il lui était a priori moins propice, ce qu’ont confirmé les résultats des primaires « ouvertes ». Cette situation était d’autant moins propice qu’António Costa, en plus de bénéficier d’une couverture médiatique et de sondages favorables, bénéficiait d’une bien plus grande notoriété. Outre sa fonction de maire de la capitale et l’ancien exercice de fonctions gouvernementales de premier plan, il participait depuis plusieurs années à une émission de commentaire politique, hebdomadaire, considérée de référence, sur une chaîne d’information en continu.

Il pourrait être dit qu’António José Seguro avec la décision de la commission nationale ne remettait pas en cause sa place de Secrétaire Général puisque les primaires « ouvertes » se devaient seulement de déterminer « le candidat au poste de Premier Ministre ». Même sorti défait, il aurait pu garder le leadership du parti. Mieux, s’appuyant sur les victoires électorales du parti pour critiquer son adversaire et la déstabilisation du parti hors de propos et intéressée, mais constatant le favoritisme accordé à António Costa pour remporter les élections de 2015, il justifie la dissociation entre leadership du parti et leadership électoral/gouvernemental. Même sorti défait des primaires « ouvertes », il pouvait ainsi maintenir son emprise partisane mais aussi sur le futur Premier Ministre António Costa. Il aurait pu ainsi maîtriser la composition des listes électorales et ainsi encercler le parti au gouvernement d’António Costa par le parti en tant qu’organisation et au Parlement. Or, cette dissociation des leaderships[[20]](#footnote-20), aussi fortement critiqué dans la presse, n’a duré que peu de jours : au cours d’une déclaration publique, il a affirmé qu’il démissionnerait du secrétariat général en cas de défaite ; affirmation qu’il a respectée, le soir même de la victoire de António Costa.

A partir de ce point, plusieurs hypothèses sont possibles en termes d’analyse, à défaut d’avoir pu recueillir les propos de l’intéressé. En premier lieu, António José Seguro a pu penser qu’il pouvait maintenir sa position initiale concernant la dissociation des leaderships. Mais dans ce cas, il aurait sous-estimé la logique à laquelle il se soumettait en décidant des primaires « ouvertes » : le parti dans son organisation ne pouvait échapper aux conséquences d’un choix effectué par un plus grand univers électoral et plus médiatisé qu’un choix par des militants, y compris par des élections « directes ». Le parti ne pouvait y échapper à moins de vouloir transférer un conflit interne au parti vers les institutions étatiques en cas de victoire en 2015, et/ou d’aller à l’encontre du fonctionnement pratique – pour ne pas dire théorique – d’un régime parlementaire qui suppose une « boucle », un « trait d’union » [Bagehot, 2001], entre le Gouvernement, la majorité parlementaire et le(s) parti(s) qui la compose(nt). Enfin, António José Seguro, adoptant les primaires « ouvertes » comme voie de infirmation/confirmation de la « popularité » de António Costa et de son adéquation aux campagnes électorales et aux fonctions gouvernementales selon l’argumentaire « démocratique » classique pour les justifier, ne pouvait que difficilement espérer pouvoir maintenir la dissociation initiale.

En somme, celle-ci ne pouvait que très difficilement échapper à la subordination du rapport de force interne, militant, à celui résultant de l’instauration d’une consultation « démocratique » ; soumission qui ne pouvait se résoudre qu’en tirant les conséquences relativement au leadership partisan. Par la mise en place d’une procédure de distribution du pouvoir à décider par l’extérieur du parti, les militants et les élites intermédiaires du parti ont été mis en situation de se soumettre à la logique de cette procédure, mettant ainsi en cause la principale ressource politique d’António José Seguro, la maîtrise du parti. A défaut de pouvoir être qualifié de « strategic fool » [Andrews, Jackman, 2005], António José Seguro aurait mésestimé sa position stratégique de départ lors de la mise en place des primaires « ouvertes » et ce qu’elle entraînait pour la distribution du pouvoir interne au parti.

D’un autre côté, les primaires peuvent être vues en tant qu’échange d’information, entre le candidat et le « sélectorat » [Meirowitz, 2005]. Elles donneraient à connaître les candidats au « sélectorat », et à l’électorat en vue des élections. Inversement, elles permettraient aux candidats et aux partis de saisir les attentes de l’électorat. Selon cette perspective, la décision de mettre en place des primaires « ouvertes » pour choisir un « candidat au poste de Premier Ministre » ne semble pas plus « rationnelle ». La notoriété supérieure et les qualités attribuées de António Costa rendent contre-intuitive la décision de António José Seguro.

Les primaires « ouvertes » comme échange informationnel peuvent aussi supporter une argumentation contradictoire. Elles permettraient à António José Seguro de se donner à connaître au « sélectorat » et à l’électorat, ainsi que de d’équilibrer l’appréciation de ses qualités et de celles de son concurrent. Lors de la détermination des règles de la consultation, la position du Secrétaire Général du parti en faveur d’une clôture des cahiers électoraux la plus tardive possible semble corroborer le pari d’António José Seguro d’utiliser les primaires « ouvertes » pour contrer l’influence sur l’intérieur du parti de la part de d’António Costa, de ses soutiens, comme de la presse. Le déséquilibre des résultats des primaires « ouvertes » montre que cet échange informationnel n’a pu contrer l’anticipation de la victoire d’António Costa.

Cette influence peut être perçue grâce à une spécificité des primaires « ouvertes » portugaises par rapport aux cas français et italien : l’obligation d’une inscription préalable[[21]](#footnote-21). Celle-ci concerne en particulier les sympathisants : tous les militants étaient inscrits d’office. Le coût de participation des sympathisants aux primaires en devient élevé, en soi, par rapport aux militants, ou par rapport aux cas français et italien[[22]](#footnote-22). Inversement, cette inscription préalable a pu être un facteur d’accentuation des caractéristiques de l’électorat sympathisant en termes de capacités et d’insertion civique/politiques, telles que révélés par les primaires de la gauche italienne [Cuturi, Gozzo, Sampugnaro, Tomaselli, 2006 ; Diamanti, Bordignon, 2006 ; Seddone, Venturino, 2013], ou par les primaires citoyennes françaises [Audemard, Gouard, 2015]. A ce titre, il faut souligner l’anticipation rapportée par la presse que les sympathisants inscrits électroniquement[[23]](#footnote-23) auraient été plus favorables à António Costa que les sympathisants qui se seraient inscrits en se déplaçant dans les sections du parti [Magalhães, 2014]. Cette obligation, « l’inclusivité » moindre[[24]](#footnote-24) du « sélectorat » [Rahat, Hazan, 2001 ; Hazan, Rahat, 2010], participe aux taux d’inscription au regard de l’électorat socialiste lors des élections européennes de 2014, 24,28%, et lors des élections législatives de 2011, 16%. Pour ce qui est des votants, 71,11% des inscrits, le taux de participation par rapport à l’électorat socialiste lors des élections européennes de 2014, 17,26%, et lors des élections législatives de 2011, 11,37% ; taux biens plus faibles qu’en Italie en 2012[[25]](#footnote-25) [Emanuele, Rombi, 2014] ou en France en 2011. Cette inscription préalable des sympathisants permet aussi de se prononcer partiellement sur l’influence de l’extérieur du parti sur dses militants.

A ce titre, il faut noter que les logiques intra-partisanes n’ont pas été complètement absente des primaires « ouvertes ». Pendant la campagne des primaires, ont eu lieu des élections fédérales, statutaires. Avaient le droit d’y voter les militants, qualifiables de « actifs », inscrits depuis plus de un an et à jour de leur cotisation , environ 46000 militants, soit moins de la moitié des militants appelés à voter lors des élections primaires « ouvertes ». Il faut constater qu’António Costa et António José Seguro ont obtenu leurs plus hauts scores dans les fédérations où leurs soutiens respectifs ont gagné les élections fédérales[[26]](#footnote-26). Cependant, lLes militants, « actifs » et non « actifs », semblent s’être moins mobilisés que les sympathisants : le pourcentage de sympathisants parmi les inscrits est positivement corrélé à des niveaux significatifs avec le taux de participation[[27]](#footnote-27). Inversement, plus le nombre de militants inscrits et leur pourcentage du « sélectorat » sont élevés plus le taux de participation est bas. Par ailleurs, le pourcentage de sympathisants et le taux de participation, ainsi que le nombre d’inscrits, ne sont pas corrélés avec les scores respectifs des candidats aux primaires « ouvertes ». En somme, si les sympathisants semblent s’être plus mobilisés que l’ensemble du « sélectorat », le vote des militants et le vote des sympathisants paraissent indistincts dans leur préférence pour l’un ou l’autre des candidats[[28]](#footnote-28). Tout au plus, les militants « actifs » des fédérations ayant apporté leur soutien à António José Seguro ont été submergés, à une exception près[[29]](#footnote-29), par le reste du « sélectorat », composé de militants non « actifs » et de sympathisants. En d’autres termes, la porosité du Parti Socialiste à la logique des primaires et à l’avantage d’António Costa semble correspondre surtout à une indistinction entre vote sympathisant et vote des militants moins investis dans leur formation politique[[30]](#footnote-30), l’un et l’autre particulièrement favorables au Maire de Lisbonne[[31]](#footnote-31).

Finalement, cet échange informationnel ne concerne évidemment pas qu’un des candidats ; António Costa y a été naturellement soumis. C’est à ce niveau que peut entrer en ligne de compte l’idée de manipulation dans la décision de mettre en place les primaires « ouvertes », qui plus est, dans la manière dont elles ont été présentés par António José Seguro[[32]](#footnote-32) : un défi, un test aux capacités attribuées à António Costa et un référendum sur sa mise en cause de la direction socialiste malgré les bons résultats électoraux[[33]](#footnote-33). L’organisation des primaires aurait pu ainsi retarder, voire éteindre, la contestation interne et le retournement du rapport de force au sein du parti puisqu’elles impliquaient un délai plus important pour leur tenue qu’un congrès, même extraordinaire. Il faudrait d’ailleurs imaginer quel aurait l’issue des élections fédérales du PS si les primaires « ouvertes » n’avaient pas été mises en place. De plus, cet échange informationnel qu’est la campagne aurait pu être l’occasion un dégonflement de la « bulle médiatique » autour d’António Costa ou, l’occasion d’un incident de campagne qui aurait renversé la dynamique.

Dans le triptyque « office », « votes » et « policy » [Müller, Strøm, 1999], les deux premiers ne semblant pas éclaircir la « rationalité » de la décision prise par António José Seguro[[34]](#footnote-34), il ne reste que « policy ». Cette dernière hypothèse prend appui sur l’argumentaire « démocratique » qui sous-tend l’instauration et la propagation des primaires « ouvertes ». Dans ce cadre, António José Seguro aurait pu décider de cette procédure, s’appropriant ainsi le « titre » de celui d’avoir porté sur les fonts baptismaux portugais cet instrument qui, de plus, « ouvrirait » le parti et mobiliserait l’électorat en vue des élections législatives de 2015. Sachant l’opinion publique vis-à-vis de l’institution partisane et de l’activité militante, de ses conséquences sur la « santé » des institutions représentatives, au Portugal comme ailleurs, il aurait pu décider des primaires pour devenir un « modernisateur » du système politique portugais. Sachant pareillement que « la réforme du système politique » est un enjeu récurrent de la vie politique portugaise[[35]](#footnote-35), que cette dernière se traduit par des appels à la rénovation des partis et une plus grande représentativité du Parlement permise par l’instauration d’un mécanisme de personnalisation du choix électoral, l’hypothèse « policy » se retrouve renforcée. L’instauration de primaires « ouvertes » va de fait dans le même sens. L’alignement des procédures démocratiques intra-partisanes sur les procédures électorales extra-partisanes n’en serait qu’une de ses conséquences logiques. A son pareil avantage, cette hypothèse peut se prévaloir d’écrits d’António José Seguro, de nature universitaire[[36]](#footnote-36), sur la réforme de la loi électorale allant dans ce sens [Seguro, 2009]. Il faut remarquer que cette hypothèse peut s’avancer indépendamment des résultats annoncés et advenus des primaires « ouvertes » et de ceux à venir des élections législatives. Elle n’induit pas une inconséquence d’António José Seguro lorsqu’il a décidé de mettre en place les primaires « ouvertes » pour choisir « le candidat au Poste de Premier Ministre ». Enfin, lors des déclarations de la « soirée des primaires », communes au vainqueur et au perdant sur ce point, l’organisation réussie de cette première aurait été une victoire pour l’ensemble du Parti Socialiste. Il a introduit cette procédure[[37]](#footnote-37), « progrès de la démocratie »[[38]](#footnote-38), « technique » [Lefebvre, 2011]/facteur d’approximation, des citoyens de la chose publique et de ses acteurs, de rénovation positive du système politique portugais.

***Implications pour le système politique portugais***

La portée des primaires et le caractère durable[[39]](#footnote-39) de leur novation au Portugal dépendront des résultats des élections législatives de 2015. L’effet dynamique des primaires pour le scrutin général ne semble déjà pas pourtant être à l’actif des primaires[[40]](#footnote-40). En effet, aujourd’hui les sondages ne donnent pas un meilleur avantage au Parti Socialiste, éventuellement parce qu’organisées trop tôt par rapport au scrutin. Cette distance peut d’ailleurs être aussi un indice qu’elles ont pu être décidées plus en fonction d’une dispute interne définitivement réglée par un congrès qu’ayant en vue de l’élection de 2015. Cette distance n’a pas rendu possible de les faire suivre de la campagne électorale d’autant plus qu’António Costa est demeuré à la Mairie de Lisbonne l’empêchant ainsi de n’être qu’un candidat muni d’une légitimité « populaire » large, double du fait des primaires « ouvertes » et de son score [Kenig, 2009].

Il faut ensuite noter qu’un point important [Ferrand, 2011] de l’organisation et liturgie des primaires n’a pas été respecté : il y n’y a pas eu d’acte public de réconciliation[[41]](#footnote-41) et, d’ailleurs, dans son discours de victoire António Costa n’a pas nommé son adversaire [Tavares, 2014]. De plus, aujourd’hui inscrites dans les statuts du Parti Socialiste, les primaires « ouvertes » au niveau national ou local, relativement à son organisation interne ou la détermination des candidatures aux élections ne sont que des possibilités[[42]](#footnote-42). Les « sympathisants », catégorie aux fonctions et rétributions peu déterminés, préexistante aux primaires « ouvertes », ont bénéficié de leur organisation en termes de pouvoir de décision. Inversement le Parti Socialiste a construit via ses « sympathisants » un grand auditoire, ciblé ; ils sont une ressource politique pour le parti, en tant groupe mobilisable, en tant que groupe caractérisé [Ferrand, 2011]. La simple possibilité de primaires « ouvertes » pourrait constituer un motif de désaffection
pour les sympathisants[[43]](#footnote-43). Elle pourrait correspondre à une perte de ressources[[44]](#footnote-44) pour le
parti sur le long terme et à une difficulté politique au motif d’un « retour en arrière ».

A cela s’ajoutent des partis de droite rétifs aux primaires, continuant ainsi leur tradition de moindre « innovation » organisationnelle[[45]](#footnote-45) par rapport à celle du Parti Socialiste. Aujourd’hui seul le nouveau parti, à la gauche du Parti Socialiste mais admettant des alliances, LIVRE, se réclame de primaires « ouvertes » pour son organisation interne et le choix des candidatures aux élections [Sanches, Razzuoli, 2015].

Néanmoins, étant donné l’argumentaire classique soutenant les primaires, le Portugal semble en voie de suivre les cas français et italiens en ce qui concerne leur destin. La décision d’organiser des primaires au Portugal, indépendamment de son éventuelle diffusion à l’ensemble des partis, participe d’une évolution partagée des systèmes politiques vers une plus grande personnalisation du choix électoral et « présidentialisation » des titulaires de fonctions gouvernementales/exécutives[[46]](#footnote-46). Concomitante à une dégradation de la forme partisane [Dalton, Wattenberg, 2002] et des fonctions qui lui sont traditionnellement attachés, le Portugal ne ferait que suivre une tendance générale[[47]](#footnote-47).

Tout aussi suiviste qu’il soit, le système politique portugais dans sa conception est particulièrement adverse à cette évolution. L’actuel système, succédant à un régime autoritaire personnel, sépare la légitimité directe personnelle et les fonctions politiquement directives. Les élections devant déterminer des organes, locaux ou nationaux, déterminant des politiques publiques sont toutes proportionnelles et partisanes[[48]](#footnote-48). Seul le Chef de l’Etat est élu sur son nom proposé par des citoyens.

Cette adversité n’a cependant pas pu empêcher l’évolution. Dès 1987, avec l’obtention par le Parti Social-Démocrate de la majorité absolue – une première – au Parlement, le choix électoral avait été déterminé par la personnalité de son leader, Aníbal Cavaco Silva ; fait répété en 1991, fait seulement réalisé par le PS en 2005 avec un leadership tout aussi personnalisé. Il est possible de retrouver dès les années 1980, des références au « présidentialisme du Premier Ministre » [Moreira, 1989][[49]](#footnote-49) qui en plus de reprendre une thématique générale est une référence au « présidentialisme de Premier Ministre » qualifiant le régime autoritaire antérieur [Caetano, 1994].

En tant que mise en cause de la légitimité du Président de la République et division fonctionnelles des tâches avec le Gouvernement et le Parlement, les Présidents portugais ont toujours combattu cette évolution vers la personnalisation des élections législatives et la présidentialisation de la fonction gouvernementale. C’est ainsi qu’il faut comprendre le plus grand activisme de Mário Soares après que le PSD a obtenu la majorité absolue sur le nom de son leader, Premier Ministre. L’action de Jorge Sampaio va dans le même sens. Ce n’est qu’avec une forte réticence qu’il a dissous le Parlement après la démission du Premier Ministre alors que le Parti Socialiste était majoritaire. De la même manière, il n’a procédé pas à une dissolution suite au départ de José Manuel Durão Barroso pour la Commission Européenne.

Cette mise en cause est clairement visible dans l’appréhension de la légitimité différenciée du Président et du Gouvernement, visible dans la l’opposition des dispositions électorales[[50]](#footnote-50), législatives et présidentielles, et dans les déterminants respectifs du choix électoral : les premières sont proportionnelles et programmatiques, les secondes personnelles et déclaratives. Au moins depuis Mário Soares, tous les Présidents ont souligné qu’ils étaient le « seul organe de souveraineté unipersonnel » [Soares, 1990]. « Président de tous les Portugais », la majorité présidentielle se dissout à l’exact moment de l’élection du Président de la République Portugaise [Cavaco Silva, 2006 ; Sampaio, 1997]. Il ne peut qu’être mis en concurrence avec le chef du Gouvernement, pourtant de légitimité indirecte, si les élections législatives sont des plus en plus déterminés par les qualités du leadership partisan. Cette concurrence ne peut être d’autant plus exacerbée que cette évolution conduit aussi à une plus grande autonomie gouvernementale[[51]](#footnote-51), et plus particulièrement du Premier Ministre, vis-à-vis de son parti, pourtant soumis au vote proportionnel.

A ce titre, il faut remarquer que si l’instauration de la procédure des primaires produit le même entraînement au Portugal qu’en France ou en Italie, elle aura devancé la réforme de la loi électorale pour l’Assemblée de la République, pourtant considéré de première importance pour « la réforme du système politique » depuis longtemps. Déjà en campagne électorale, António Costa a promis de mener à bout cette réforme ; contrairement aux dernières propositions, y compris de son parti, il a proposé la création de circonscriptions uninominales en lieu et place du vote préférentiel.

En somme, si les primaires « ouvertes » pour choisir « un candidat au poste de Premier Ministre », eussent-elles été une erreur stratégique ou une manipulation politique, sont une étape supplémentaire, institutionnalisée, d’une évolution pas seulement portugaise, elles sont surtout devancières par rapport à l’économie générale actuelle du système politique portugais. Elles rencontrent ainsi moins de difficultés, sur leur principe et logique, à l’intérieur du parti [Meyer, Rowan, 1977] que dans le système où il est un acteur[[52]](#footnote-52). La mécanique électorale portugaise, juxtaposition et système de lois électorales, est adverse à la personnalisation du scrutin législatif. Il est censé refléter idéologiquement l’électorat dans sa diversité pour la production de politiques publiques et non déterminer une autorité personnelle de décision. Il est ainsi plus proche dans ses principes de la démocratie « militante »[[53]](#footnote-53) que de la démocratie « individué »[[54]](#footnote-54). C’est en ce sens que les primaires « ouvertes » sont une véritable novation[[55]](#footnote-55) : elles sont de facto[[56]](#footnote-56) une réforme politique fondée sur des buts identiques[[57]](#footnote-57), « l’individuation du choix électoral », « l’approximation entre les représentants et les représentés »[[58]](#footnote-58), que « la réforme du système politique » à entreprendre par l’ensemble de ses acteurs, et qu’ils ne cessent de ne pas entreprendre. Eventuellement échappatoire, les primaires « ouvertes » mettent en exergue les insuffisances réelles ou supposées du système et de ses acteurs.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **District (Fédération)[[59]](#footnote-59)** | **% des voix du PS – Législatives 2011[[60]](#footnote-60)** | **% des voix du PS – Européennes 201463** | **% des voix des soutiens à António Costa – Fédérales (Président) du PS 2014[[61]](#footnote-61)** | **% des voix des soutiens à António José Seguro – Fédérales (Président) du PS 201464** | **Inscrits aux Primaires du Parti Socialiste portugais 2014[[62]](#footnote-62)** | **Sympathisants inscrits aux Primaires du Parti Socialiste portugais 2014[[63]](#footnote-63)** | **Taux de participation (%) - Primaires du Parti Socialiste portugais 201465** | **% des voix - António Costa - Primaires du Parti Socialiste portugais 201465** | **% des voix - António José Seguro - Primaires du Parti Socialiste portugais 201465** | **% des voix - Bulletins blancs - Primaires du Parti Socialiste portugais 201465** | **% des voix - Bulletins nuls - Primaires du Parti Socialiste portugais 201465** |
| Açores | 25,67 | 41,3 | 100[[64]](#footnote-64) | 0 | 8270 | 3924 | 54,44 | 86,58 | 12,57 | 0,69 | 0,16 |
| Aveiro | 25,93 | 28,81 | 76,81 | 21,28 | 11176 | 6675 | 74,51 | 70,56 | 28,63 | 0,56 | 0,25 |
| Beja (Baixo Alentejo) | 29,79 | 34,69 | 0[[65]](#footnote-65) | 93,46 | 2962 | 1699 | 81,43 | 62,46 | 37,04 | 0,17 | 0,33 |
| Braga | 32,85 | 32,57 | 54,41 | 43,02 | 22361 | 9910 | 70,98 | 56,20 | 42,90 | 0,51 | 0,39 |
| Bragança | 26,1 | 34,31 | 38,29 | 59,61 | 3797 | 2434 | 73,69 | 71,34 | 28,23 | 0,39 | 0,04 |
| Castelo Branco | 34,8 | 39,82 | 56,24 | 42,27 | 6003 | 3907 | 76,13 | 55,54 | 43,59 | 0,35 | 0,52 |
| Coimbra | 29,18 | 33,82 | 36,62 | 61,83 | 15456 | 7425 | 69,11 | 65,74 | 33,61 | 0,28 | 0,37 |
| Évora  | 29,07 | 31,32 | 93,54 | 068 | 2392 | 1495 | 83,40 | 75,99 | 23,66 | 0,30 | 0,05 |
| Faro (Algarve) | 22,95 | 31,01 | 93,46 | 068 | 6702 | 4238 | 74,98 | 80,70 | 18,59 | 0,46 | 0,25 |
| Guarda | 28,31 | 35,73 | 068 | 95,38 | 5336 | 3398 | 77,42 | 38,03 | 61,20 | 0,34 | 0,43 |
| Leiria | 20,71 | 24,69 | 49,72 | 49,16 | 5647 | 3412 | 78,86 | 68,67 | 30,59 | 0,38 | 0,36 |
| Lisboa (FAUL+FRO)[[66]](#footnote-66) | 27,53 | 30,07 | 71,25 | 22,84 | 50083 | 34124 | 76,33 | 86,56 | 12,98 | 0,23 | 0,23 |
| Madeira | 14,68 | 22,57 | 068 | 10067 | 6004 | 2120 | 48,00 | 60,24 | 38,97 | 0,17 | 0,62 |
| Portalegre | 32,43 | 40,16 | 97,39 | 068 | 3180 | 2063 | 80,97 | 79,03 | 20,43 | 0,35 | 0,19 |
| Porto | 32,03 | 33,95 | 068 | 91,08 | 58817 | 37137 | 52,60 | 52,60 | 46,48 | 0,45 | 0,47 |
| Santarém  | 25,85 | 31,85 | 40,75 | 57,88 | 6457 | 4005 | 77,76 | 71,68 | 27,58 | 0,52 | 0,22 |
| Setúbal | 27,14 | 28,78 | 53,93 | 44,87 | 14357 | 9064 | 76,98 | 79,13 | 20,39 | 0,24 | 0,24 |
| Viana do Castelo | 26,18 | 29,53 | 43,6 | 57,77 | 3703 | 2337 | 81,29 | 59,60 | 39,60 | 0,53 | 0,27 |
| Vila Real | 29,12 | 35 | 068 | 95,6 | 6130 | 3464 | 69,53 | 66,52 | 33,06 | 0,19 | 0,23 |
| Viseu | 26,69 | 31,17 | 27,06 | 71,43 | 10704 | 5634 | 70,34 | 58,95 | 40,45 | 0,37 | 0,23 |

**Annexe**

 **Bibliographie :**

* Andrews, J.T., Jackman, R.W. (2005), « Strategic fools : electoral rule choice under extreme uncertainty », *Electoral Studies*, 24(1), 65-84
* Audemard, J., Gouard, D. (2014), « “Les primaires citoyennes d’octobre 2011” Entre logique censitaire et influences partisans locales », Revue Française de Science Politique, 64(5), 955-972
* Bagehot, W. (2001), *The English Constitution*, Cambridge University Press, Cambridge
* Bergounioux, A. (2011), « Primaires or not Primaires », *Pouvoirs*, 138, 47-56
* Bille, L. (2001), « Democratizing a democratic procedure : myth or reality ? Candidate selection in Western European parties », *Party Politics*, 7(3), 363-380
* Bolgherini, S., Musella, F. (2006), « Le primarie in Italia : ancora e soltanto persolizzazione della politica ? », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 219-239
* Bosco, A., Morlino, L. (2006), « What changes in South-European parties ? A comparative introduction, *South European Society and Politics*, 11(3-4), 331-358
* Burden, B.C., Ezra, M. (1999), « Calculating voter turnout in U.S. House primary elections », *Electoral Studies*, 18(1), 89-99
* Cabrita-Mendes, A. (2014), « O PS e as primárias : o que Seguro dizia em 2011 e agora já não diz », *Dinheiro Vivo*, 03/06/2014
* Caetano, E. (2014), « Primárias, uma falsa boa ideia? », *Visão*, 30/09/2014
* Caetano, M. (1994), *Constituições Portuguesas*, Verbo, Lisboa
* Cavaco Silva, A. (2006), *Declaração de vitória*, Lisboa
* Cuturi, V., Gozzo, S., Sampugnaro, R., Tomaselli, V. (2006), « Participazione alle Primarie dell’Unione : non solo attivisti di partito », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 159-193
* Dalton, R.J., Wattenberg, M.P. (2002), *Parties without partisans – Political change in advanced industrial democracies*, Oxford University Press, Oxford
* Diamanti, I. Bordignon, F. (2006), « La mobilitazione inattesa. Le primarie del centrosinistra : geografia, politica e sociologia », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 63-89
* Dollez, B., Laurent, A. (2000), « Quand les militants RpR élisent leur président (20/11-04/12/99) », *Revue Française de Science Politique*, 50(1), 125-146
* Dollez, B., Laurent, A. (2007), « Une primaire à la française – La désignation de Ségolène Royale par le Parti Socialiste », *Revue Française de Science Politique*, 57(2), 133-161
* Emanuele, V., Rombi, S. (2014), *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 71, 5-28
* Faria Lopes, B. (2014), « Para o PS, as primárias são mais um risco do que uma oportunidade », *Diário Económico*, 16/07/2014
* Ferrand, O. (2011), *Les primaires : une voie de modernisation pour la démocratie française – De l’expérience Socialiste au renouveau citoyen*, Terra Nova, Paris
* Freire, A. (2014), « A crise das democracias e a reforma dos sistemas eleitorais », *Público*, 24/09/2014
* Feire, A., Meirinho, M., Moreira, D. (2009), *Para uma melhoria da representação política – A reforma do sistema eleitoral*, Sextante Editora, Lisboa
* Fusaro, C. (2006), « Elezioni primarie : prime experienze e profili costituzionali », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 41-62
* Gaião, P. (2013), « Quem tem medo das primárias da esquerda no PS », *Diário Económico*, 30/04/2013
* Gomes, M. (2014), « Defensores das primárias no PSD dispostos a avançar para congresso extraordinário »,  *Diário de Notícias*, 9/10/2014
* Gratteri, A. (2006), « Elezioni primarie e segretezza del voto : elementi pubblicisti ed associazionismo privato », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 241-254
* Hazan, R.Y., Rahat, G. (2010), *Democracy within parties – Candidate selection methods and their political Consequences*, Oxford University Press, Oxford
* Ignazi, P. (2004), « Il puzzle dei partiti: più forte e più aperti ma meno attraenti e meno legittimi », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 34(3), 325-346
* Ivaldi, G. (2007), « Presidential strategies, models of leadership and the development of parties in a candidate-centred polity : The 2007 UMP and PS presidential nomination campaigns », *French Politics*, 5(3), 253-277
* Karvonen, L. (2010), *The personalisation of politics – a study of parliamentary democracies*, ECPR Press, Colchester
* Katz, R.S. (2001), « The problems of candidate selection and models of party democracy », *Party politics*, 7(3), 277-296
* Katz, R.S., Mair, P. (1995), *How parties organize – Change and adaptation in party organizations in Western democracies*, Sage, London
* Kenig, O. (2009), « Democratization of party leadership selection – Do wider selectorates produce more competitive constests ? », *Electoral Studies*, 28(2), 240-247
* Laurent, O. (2003), « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP), *Revue Française de Science politique*, 53(5), 761-790
* Lefebvre, R. (2011), *les primaires socialistes – la fin du parti militant*, Raisons d’agir, Paris
* Lisi, M. (2009), *A arte de ser indispensável – líder e organização no Partido Socialista*, Imprensa de Ciências Sociais, Lisboa
* Lisi, M. (2010), « The democratization of party leadership selection : the Portuguese experience », *Portuguese Journal of Social Sciences*, 9(2), 127-149
* Lusa (2014), « Militantes e simpatizantes escolhem : Seguro ou Costa », *Diário de Notícias*, 28/09/2014
* Magalhães, M.A. (2014), « 22 mil fichas no último dia e Porto no topo », *Sol*, 19/09/2014
* Martins, A. (2014), « Primárias, sim, mas nem todos podem votar », *Público*, 02/06/2014
* Meirowitz, A. (2005), « Informational party primaries and strategic ambuiguity », *Journal of Theoretical Politics*, 17(1), 107-136
* Meyer, J.W., Rowan, B. (1977), « Institutionalized organizations : formal structure as myth and ceremony », *American Journal of Sociology*, 83(3), 340-363
* Morel, C. (2002), *Les décisions absurdes, I*, Folio, Paris
* Müller W.C., Strøm, K. (1999), *Policy, office or votes ? How political parties in Western Europe make hard decisions*, Cambridge University Press, Cambridge
* Norrander, B. (1986), « Measuring primary turnout in aggregate analysis », *Political Behavior*, 8(4), 356-373
* Nunes, R. (2014), « Primárias inevitáveis », *Público*, 29/09/2014
* Paparo, A., Cataldi, M. (2013), « Bersani trionfa tra gli elettori Pd ma Renzi tiene tra elettori periferici e tradizionalisti », *Dossier Cise 3 – Un’anno di elezioni verso le Politiche 2013*, Cise, Roma
* Partido Socialista (2014), *Eleições Primárias – Candidato a Primeiro-Ministro – 28/09 – Regulamento Eleitoral*
* Partido Socialista (2014), *Declaração de Princípios*
* Partido Socialista (2014c), *Acção Socialista*, 1389
* Partido Socialista (2014d), *Eleições primárias*, http://www.ps.pt/primarias-2014/eleicoes/primarias-2014.html?layout=artigoimagemlivre
* Pasquino, G. (2006), « Democrazia, partiti, primarie », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 55, 21-39
* Poguntke, T., Webb, P. (2004), *Presidentialization of politics : a comparative study of modern democracies*, Oxford University Press, Oxford
* Público (2014), « Qual a influência dos simpatizantes nestas eleições? », *Público*, 30/09/2014
* Rahat, G., Hazan, R.Y. (2001), « Candidate selection methods – An analytical framework », *Party Politics*, 7(3), 297-322
* Rossi, E., Gori, Luca (2009), « Le “primarie” in Italia : della prassi alle regole », *Quaderni costituzionali*, 39(3), 619-650
* Sá Lourenço, N., Gomes, C. (2014), « Simpatizantes inscritos nas primárias do PS já ultrapassam os 145 mil », *Público*, 12/09/2014
* Sampaio, J. (1997), *Portugueses – Volume I*, Imprensa Nacional – Casa da Moeda, Lisboa
* Sanches, E., Razzuoli, I. (2015), *A democracia interna dos partidos políticos portugueses : uma análise comparada dos estatutos e visões dos militantes*, PhD Seminar – GT Regimes e Instituições, ICS-UL
* Santos, M. (2015), « Seguristas acusam PS de “retrocesso” por causa das eleições primárias », *Observador*, 02/02/2015
* Scarrow, S.E. (1999), « Democracy within – and without – parties – Introduction, *party Politics*, 5(3), 275-282
* Scarrow, S.E. (2002), « Parties without members ? Party organization in a changing electoral environment », *Parties without partisans – Political change in advanced industrial democracies*, Oxford University Press, Oxford
* Seddone, A., Venturino, F. (2013), « Bringing voters back in leader selection : the open primaries of the Italian Democratic Party », *Modern Italy*, 18(3), 303-318
* Seguro, A.J. (2009), « Para uma melhoria da representação política – A reforma do sistema eleitoral – Uma reflexão crítica e política », E*leições – Revista de Assuntos eleitorais*, 12, 69-78
* Serra, G. (2011), « Why primaries ? Parties’ tradeoff between policy and valence », *Journal of Theoretical Politics*, 23(1), 21-51
* Soares, M. (1990), *Intervenções 4*, Imprensa Nacional – Casa da Moeda, Lisboa
* Tavares, R. (2014), « O “primeiro dos últimos dias do governo”. E nem uma vírgula para Seguro, *i*, 29/09/2014
* Unione (2005), *Regolamento quadro per la Primarie 2005*
* Venturino, F. (2007), « Le Primarie nazionali dell’Unione : un’analisi della participazione com datti aggregati », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 37(3), 435-458
* Vicentini, G. (2014), « Les primaires citoyennes del parti socialiste (2011) e primarie di Italia, Bene Comune (2012) : molto somiglianze, esiti diversi », *Quaderni dell’Osservatorio Eletorale della Regione Toscana*, 71, 29-50
1. Pour une réflexion sur l’articulation des primaires italiennes, choix du candidat au poste de Premier Ministre, avec l’architecture constitutionnelle italienne [Fusaro, 2006] [↑](#footnote-ref-1)
2. La dimension médiatique de cette évolution est la plus expressive [Karvonen, 2010] [↑](#footnote-ref-2)
3. Son organisation stratifiée tient aux notables locaux, acteurs principaux de la création du parti [Bosco, Morlino, 2009]. [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour une histoire détaillée de l’organisation interne du Parti Socialiste, voir notamment les travaux de Marco Lisi, par exemple [Lisi, 2009]. [↑](#footnote-ref-4)
5. Auteures, ainsi que Marco Lisi, qui doivent être remerciés pour leurs indications concernant cette communication. [↑](#footnote-ref-5)
6. Ou comme en Italie, l’instauration des primaires a été vue comme un « Cheval de Troie » de la personnalisation et « populisme » alors même qu’elles ont été conçues comme un outil pour combattre celui qui incarnait ces traits de la vie politique [Pasquino, 2006] [↑](#footnote-ref-6)
7. En portugais : « Bloco do Esquerda ». Parti « d’extrême gauche », « trotskiste», il est en grande difficulté en ce moment du fait de scissions et de départs de ses dirigeants et membres. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le caractère électoral du parti et sa désidéologisation expliqueraient ces évolutions organisationnelles [Lisi, 2009]. [↑](#footnote-ref-8)
9. A titre d’exemple, la « proportionnalité du système de représentation » est une limite matérielle à la révision de la Constitution de la République Portugaise (article 288). [↑](#footnote-ref-9)
10. Il a aussi été membre du Gouvernement à plusieurs reprises, notamment Ministre de la Justice (1999-2002) et Ministre d’Etat et de l’Intérieur (2005-2007). [↑](#footnote-ref-10)
11. Propos rapportés [Cabrita-Mendes, 2014] [↑](#footnote-ref-11)
12. Demandes également souscrites par le Parti Socialiste portugais. [↑](#footnote-ref-12)
13. En comptant aussi sur l’appui d’António Costa. [↑](#footnote-ref-13)
14. Selon António Costa à la « défaite historique de la droite » ne correspond pas une victoire équivalente du PS ; propos rapportés [lusa, 2014] [↑](#footnote-ref-14)
15. Contrairement au tableau en annexe, ces chiffres sont globaux. [↑](#footnote-ref-15)
16. Il a été tête de liste du Parti Socialiste aux élections européennes de 2009 et 2014. [↑](#footnote-ref-16)
17. Et pris le parti d’António José Seguro. [↑](#footnote-ref-17)
18. Qui ne s’étendra pas seulement à Francisco Assis. En 2013, António José Seguro et António Costa s’étaient opposés à l’introduction des primaires dans les statuts du PS [Gaião, 2013]. L’auteur s’interroge déjà sur l’opposition d’António Costa aux primaires « ouvertes » malgré son positionnement politique et bonne opinion publique. [↑](#footnote-ref-18)
19. Ni selon l’alternative consécration/compétition, telle qu’utilisée dans le cas italien [Bolgherini, Musella, 2006]. [↑](#footnote-ref-19)
20. Cette américanisation du système politique [Dolez, Laurent, 2007]. La référence d’outre-Atlantique même si elle estompée est présente dans les écrits promus par la Fondation Terra Nova. [↑](#footnote-ref-20)
21. Selon le règlement des primaires, ils devaient signer la « Déclaration de Principes du Parti Socialiste », ne pas être affilié à un autre parti, autoriser la divulgation du nom, numéro d’état civil, date de naissance, adresse postale et électronique et autoriser l’accès à ses données par les candidatures. Ces données poussent à s’interroger sur le secret du vote comme pour le cas italien [Gratteri, 2006] et sur la survie de ses données après la consultation comme pour le cas français [Ferrand, 2011]. [↑](#footnote-ref-21)
22. Alors que les règlements des primaires françaises et italiennes ont été utilisés pour le PS portugais [Martins, 2014]. Les primaires du Parti Démocratique italien en 2012 avaient néanmoins prévu une inscription préalable de tous les électeurs, possible jusqu’au jour du vote, et qui facilitait la participation au second tour. [↑](#footnote-ref-22)
23. Des « pics » dans les inscriptions lors des soirées des débats télévisés ont été rapportés par le Président de la Commission Electorale, Jorge Coelho [Sá Lourenço, Gomes, 2014]. [↑](#footnote-ref-23)
24. Lors « primaires » du Parti Socialiste français en 2007, encore moins inclusives, les militants « à 20 euros » ont eu des effets déterminants sur le résultat de la consultation et le rapport de force interne au parti [Dollez, Laurent, 2007, Lefebvre, 2011] néanmoins. [↑](#footnote-ref-24)
25. Pour les chiffres de participation de la primaire italienne de 2005 : [Venturino, 2007]. Outre ces références, pour le calcul des « taux de participation » aux primaires, voir également : [Burden, Ezra, 1999 ; Norrander, 1986]. Dans le cas portugais, au regard de ces mêmes références, il manque une donnée importante pour une mesure complète : les résultats des prochaines élections législatives de septembre/octobre 2015. [↑](#footnote-ref-25)
26. Corrélation de pearson : 0,728, p<0,01 (Antóno Costa) ; corrélation de pearson : 0,732, p<0,01 (António José Seguro). A noter qu’António Costa n’a pas obtenu son plus haut score dans une fédération soumise au vote mais aux Açores où les élites locales le soutenaient (notamment Carlos César, ancien président de la Région et depuis président du PS, 2014). [↑](#footnote-ref-26)
27. Corrélation de pearson : 0,653, p<0,01. [↑](#footnote-ref-27)
28. A noter que le vote nul est corrélé positivement avec le vote en faveur de António José Seguro (corrélation de pearson : 0,638, p<0,01) et inversement pour António Costa (corrélation de pearson :
 -0,643, p<0,01). [↑](#footnote-ref-28)
29. Le district de Guarda, dont est originaire António José Seguro. [↑](#footnote-ref-29)
30. Néanmoins, les chiffres disponibles ne semblent pas donner lieu, comme en Italie pour les primaires de 2012 [Paparo, Cataldi, 2013], à une interprétation qui ferait correspondre au vote pour un candidat, un électeur plus « éloigné de la politique ». [↑](#footnote-ref-30)
31. Voir aussi [Caetano, 2014]. [↑](#footnote-ref-31)
32. Un « expédient de couloir » d’António José Seguro contre le « coup d’État » d’António Costa [Faria Lopes, 2014].  [↑](#footnote-ref-32)
33. Malgré ce face à face, le règlement des primaires est impersonnel concernant la présentation des candidatures et n’empêche pas l’émergence d’autres candidats ; possibilité qui ne s’est pas concrétisée. [↑](#footnote-ref-33)
34. Ni en termes d’opposition entre « valence » et « policy » [Serra, 2011]. D’ailleurs, en termes de « valence », notamment en des termes importants d’éligibilité [Dolez, Laurent, 2007 ; Vicentini, 2012] sa position vis-à-vis de son adversaire était défavorable. [↑](#footnote-ref-34)
35. Comme à l’occasion du dernier « Jour de la République », le 5 octobre 2014, quelques jours après les primaires, où le Président de la République, Aníbal Cavaco Silva, est revenu sur ce thème [↑](#footnote-ref-35)
36. Depuis sa démission, il est devenu professeur en Sciences politiques à l’Universidade Autónoma de Lisboa. [↑](#footnote-ref-36)
37. « Le solde [des primaires] est et sera toujours positif » [Nunes, 2014]. [↑](#footnote-ref-37)
38. « Opportunité pour renouveler la démocratie » [Bergounioux, 2011]. [↑](#footnote-ref-38)
39. Voire les conséquences néfastes pour la structure partisane, le débat et les institutions politiques [Rahat, Hazan, 2001]. [↑](#footnote-ref-39)
40. Il ne semble pas non plus exister un « parti des primaires » [Diamanti, Bordignon, 2006]. [↑](#footnote-ref-40)
41. Contrairement au règlement cadre des primaires italiennes de 2005 par exemple, le règlement des primaires portugaises ne règlemente pas non plus une bonne conduite des candidats aux primaires. [↑](#footnote-ref-41)
42. Entraînant le mécontentement des anciens soutiens de António José Seguro [Santos, 2015]. [↑](#footnote-ref-42)
43. Le PS aurait tendance à rechercher de nouveaux adhérents dans les périodes pré-électorales par décision du leadership, traduisant une faible capacité ou volonté du parti d’attirer des nouveaux affiliés [Lisi, 2009]. [↑](#footnote-ref-43)
44. Selon le règlement des primaires, en son article 4, les données sur les sympathisants, accessibles aux candidats, ne devront pas être utilisées en dehors du processus electoral. [↑](#footnote-ref-44)
45. Elles ne seraient pas une priorité pour le PSD selon son secrétaire général. Ce dernier se prononce sur une proposition de modification des statuts du parti, appuyé par des soutiens de Rui Rio, possible successeur/adversaire de Pedro Passos Coelho à la tête du parti, dont Rui Nunes [Gomes, 24]. [↑](#footnote-ref-45)
46. Sur la France [Ivaldi, 2007]. [↑](#footnote-ref-46)
47. Qui ne serait pas nécessairement qualifiable de déclin [Scarrow, 2002]. [↑](#footnote-ref-47)
48. Sauf pour les élections municipales qui permet la canidatures de listes constituées par des citoyens électeurs. [↑](#footnote-ref-48)
49. Référence à l’auteur cité et au renforcement du chef de l’exécutif comme conséquence des primaires « ouvertes » [Freire, 2014] [↑](#footnote-ref-49)
50. La Constitution portugaise éloigne les échéances législatives et présidentielles et les empêche ainsi de se confondre dans leurs enjeux. [↑](#footnote-ref-50)
51. Et à une minoration des pouvoirs présidentiels, comme également noté en Italie [Rossi, Gori, 2009]. [↑](#footnote-ref-51)
52. Contrairement à la France où le choix direct du leadership partisan ou du candidat présidentiel mimique l’élection présidentielle, à droite [Dollez, Laurent, 2000] et à gauche [Ferrand, 2011]. [↑](#footnote-ref-52)
53. Ou « partisane » [Laurent, 2005]. [↑](#footnote-ref-53)
54. Comme le déclare la Commission électorale chargée d’organiser les primaires : « La nécessité d’une plus grande ouverture des organisations partisanes et d’une croissante intervention des citoyens dans les décisions partisanes ». [↑](#footnote-ref-54)
55. « Principale évolution du système politique portugais des 40 dernières années » [Nunes, 2014]. [↑](#footnote-ref-55)
56. Bien que la « démocratisation » interne des partis politiques au Portugal confirme la vision stratégique et instrumentale de cette évolution par les élites partisanes, renforçant ainsi le « mythe » participatif [Lisi, 2010]. [↑](#footnote-ref-56)
57. Le développement de la démocratie interne aux partis politiques et des voies de la démocratie directe sont particulièrement liés aux Etats-Unis d’Amérique [Scarrow, 1999]. [↑](#footnote-ref-57)
58. Buts qui ne seraient pas nécessairement servi par l’identité des mécanismes électoraux et intra-partisans. Par ailleurs, l’ouverture du « sélectorat » peut avoir des effets néfastes pour la santé du parti [Hazan, Rahat, 2010]. Les auteurs en tirent un mécanisme intra-partisan de sélection des candidatures. [↑](#footnote-ref-58)
59. Quand son nom ou extension ne correspond pas au district (circonscription électorale). N’ont pas été prises en compte les deux circonscriptions hors du territoire national, Europe et hors Europe. [↑](#footnote-ref-59)
60. Source : Ministério da Administração Interna [↑](#footnote-ref-60)
61. Source : [Partido Socialista, 2014c] [↑](#footnote-ref-61)
62. Source : [Partido Socialista, 2014d] [↑](#footnote-ref-62)
63. Source : [Público, 2014] [↑](#footnote-ref-63)
64. Dans ces régions autonomes, il n’y a pas eu d’élections fédérales ; le « 100% » correspond au soutien des leaderships locaux.  [↑](#footnote-ref-64)
65. Les « 0% » correspondent à une absence de candidat. [↑](#footnote-ref-65)
66. FAUL : « Fédération de l’Aire Urbaine de Lisbonne » ; FRO : « Fédération Régionale de l’Ouest». [↑](#footnote-ref-66)